

## L'HISTOIRE APRÈS LE COMMUNISME

Comme la plupart des établissements scolaires en ex-RDA, l'ancien lycée Willy-Sägebrecht, à Potsdam, a changé de nom. Ainsi l'obscur dirigeant communiste des années 1950 a-t-il fait place à un patron plus prestigieux, le baron Friedrich Wilhelm von Steuben, général prussien qui combattit aux côtés de La Fayette dans la guerre d'indépendance américaine. Pour se rendre au lycée F.-W.-von-Steuben, on emprunte l'ancienne allée Ernst-Thälmann, longtemps baptisée du nom de l'ancien chef du Parti communiste des années 1930, héros de l'Allemagne socialiste, qui a retrouvé son nom bucolique d'allée des Baies.

En Allemagne de l'Est, on préfère jeter un voile pudique sur les événements survenus au cours des quarante dernières années. On n'a même pas remplacé les héros du socialisme par ceux de la résistance au communisme. Le soulèvement du 17 juin 1953, seule grande référence historique d'une «dissidence» par ailleurs bien timide, n'a pas suscité de réflexe identitaire collectif, ni avant ni après la chute du mur de Berlin. RDA? La page est tournée. Question à une élève de première du lycée F.-W.-von-Steuben: «*Quand le mur de*

*Berlin a-t-il été construit?» Réponse: «En 1963 je crois...» Le mur a été édifié à partir du 13 août 1961... Interrogés sur leur analyse du rôle historique d'Erich Honecker, plusieurs élèves de première hésitent à répondre, puis se lancent. «L'idée du communisme n'était pas mauvaise en soi, dommage qu'elle ait été appliquée de cette manière...», explique Oliver Stimm, dix-sept ans.*

Autrement dit, le renoncement à tout endoctrinement historique à l'école permet à chacun d'interpréter le passé comme il l'entend. Cette méthode relègue les faits au second plan et peut encourager un certain relativisme. Mais le rôle du professeur d'histoire est avant tout d'*encourager chaque élève à former son jugement personnel et à être capable de discuter en conscience des phénomènes*, comme l'explique Hilda Rohmer-Stänner, responsable des programmes au ministère de l'Éducation du Land de Brandebourg. Après la chute du mur de Berlin, l'histoire enseignée au lycée est-allemand vise essentiellement à transmettre les valeurs de base qui font le citoyen allemand: «*Démocratie, paix et justice, nature et environnement*».

Avec l'adoption du fédéralisme ouest-allemand, l'enseignement et la culture relèvent désormais de la compétence exclusive des Länder. La rupture est radicale par rapport à l'époque du socialisme, qui était marquée par l'uniformisation totale des programmes et des horaires. Comme à l'époque de Jules Ferry, les enfants est-allemands planchaient sur la même rédaction, le même jour, à la même heure.

Gouverné par le Parti social-démocrate depuis 1990 (avec une écologiste au portefeuille de l'éducation jusqu'en septembre 1994), le Brandebourg a adopté une loi scolaire particulièrement «progressiste», où l'histoire n'a pas d'existence propre et constitue, avec la «formation politique» et la géographie, un ensemble baptisé «*éducation en sciences sociales*». Chaque lycée peut choisir ses propres manuels d'histoire sur une liste de deux cents titres proposée par le ministère. Marlies Friedrich, professeur d'histoire au lycée F.-W.-von-Steuben, déplore qu'*on puisse passer le baccalauréat sans épreuve d'histoire dans le Land de Brandebourg*. En terminale, à Potsdam, un élève normal reçoit deux heures de

### Our Error...

There is an error in the biography of Professor Deborah Gorham, candidate for CHA Council. Our apologies. The biography should have read: Deborah Gorham is a Professor of History and Director, Pauline Jewett Institute of Women's Studies, Carleton University, is co-editor with Dianne Dodd, of *Caring and Curing: Historical Perspectives on Women and Healing in Canada*, (Ottawa: University of Ottawa Press, 1994), and author of *Vera Brittain: A Feminist Life*, (in press), (Oxford: Blackwell, 1996). She served as CHA representative of the SSFC Task Force on Sexist Bias in the Social Sciences from 1983-86, on the CHA Programme Committee in 1991-92, and on the Bullen Prize Selection Committee from 1991-94.

### Erratum

Une erreur s'est glissée dans la biographie du professeur Deborah Gorham, candidate à un poste du conseil de la S.H.C. Il aurait fallu lire ce qui suit: Deborah Gorham est professeur d'histoire à l'Université Carleton et directrice du Pauline Jewett Institute of Women's Studies, à la même université. Elle a coécrit avec Dianne Dodd le livre *Caring and Curing: Historical Perspectives on Women and Healing in Canada* (Ottawa, University of Ottawa Press, 1994) et elle est l'auteure de *Vera Brittain: A Feminist Life*, actuellement sous presse chez Oxford, Blackwell (1996). Elle a représenté la S.H.C. dans le groupe de travail de la FCSS sur les préjugés sexistes dans le domaine des sciences sociales (1983-1986); elle a été membre du comité du programme en 1991-1992 et membre du jury pour l'attribution du Prix Bullen (1991-1994).

cours d'histoire par semaine.

Tout s'enseigne à la carte, rien n'est imposé aux élèves. La visite d'un camp de concentration nazi n'a plus de caractère obligatoire, contrairement à la pratique de l'ancien régime communiste. Il est vrai qu'à l'époque on voulait faire croire aux petits comme aux grands que Buchenwald ou Sachsenhausen avaient été des camps d'internement politique réservés aux victimes communistes du régime nazi.

En reléguant l'histoire au rang de matière secondaire, les responsables politiques allemands ont avant tout cherché à empêcher l'utilisation du passé à des fins politiques ou nationales. D'où la présence insistante, dans les programmes, des sujets relatifs à l'histoire régionale, en l'occurrence celle de la Prusse, berceau historique de l'actuel Brandebourg. Les élèves ne sont pas toujours d'accord. *«Ils ont choisi cette année l'histoire contemporaine des États-Unis, l'histoire des juifs, la jeunesse sous le national-socialisme, la République de Weimar...»*, explique Marlies Friedrich, qui enseigne l'histoire depuis 1972 dans ce lycée sans jamais avoir appartenu au Parti communiste (seuls les professeurs ayant collaboré avec la Stasi ont dû démissionner au lendemain de la

réunification). Les thèmes transversaux ont la faveur des élèves, comme l'*«idée de liberté»* ou *«la nation et l'État national au XIX<sup>e</sup> siècle»*. C'est seulement en terminale qu'on aborde les sujets contemporains, l'époque de la guerre froide jusqu'à la chute du mur de Berlin. Les professeurs de l'Est constatent avec dépit que *«des manuels sont rédigés par des gens de l'Ouest, qui n'ont pas compris grand-chose à l'histoire de la RDA»*, ainsi que le dit Marlies Friedrich. Tout est fait, selon elle, comme si les Allemands de l'Est devaient être privés de leur propre histoire.

Si l'Est de l'Allemagne est, face à son passé, quelque peu aboulique, la Roumanie est malade de sa mémoire, malade de vérité. Quelques historiens tentent, cinq ans après la chute du dictateur Nicolae Ceausescu, de remettre en forme une histoire encombrée par les images d'Épinal du *«Conducator triomphant»*. Mais la vision historique fondée sur le mythe national-communiste n'a pas fini de s'effondrer.

L'héritage est lourd à porter. Plus que dans tous les autres pays de l'ex-bloc soviétique, l'histoire de la Roumanie avait été réécrite pour servir les délires d'un seul homme, Nicolae Ceausescu, selon trois

axes aujourd'hui bien ancrés dans la conscience collective et les manuels scolaires. Le mythe des origines affirme que les Roumains sont les descendants des Daces, ayant vécu il y a plus de deux mille ans sur les bords du Danube. La propagande communiste a transformé la Dacie en l'une des civilisations les plus riches et florissantes de l'Antiquité. *«A l'époque de Ceausescu, il fut même question de fonder une chaire de langue dace à l'université de Bucarest. Le projet fut abandonné faute de langue à étudier»*, ironise Alexandru Boia, professeur d'histoire à la faculté de Bucarest.

Le deuxième mythe est celui de la continuité ethnique et politique, identifiant parfaitement les Roumains aux Daces. Conséquence de cette option, l'archéologie est devenue l'une des disciplines les plus politisées. Les archéologues chargés sous Ceausescu de traquer les vestiges daces avaient dû auparavant, sous Staline, manifester la même ardeur à prouver le slavisme des Roumains.

Enfin, le dernier mythe qui englobe tous les autres permet d'affirmer la permanence de l'unité, voire de l'uniformité, de l'espace et du peuple roumains. *«Le paroxysme, dit Alexandru Boia, fut atteint par la section de propagande du comité central*

## ANNOUNCEMENTS / ANNONCES

The CHA recently mailed all of its members a copy of its new poster. But due to an error in shipping many of the posters were returned. If you did not receive your poster please contact the CHA office in Ottawa and we will gladly send you one.

La S.H.C. a récemment fait parvenir à ses membres un exemplaire de sa nouvelle affiche. Malheureusement, de nombreuses affiches nous ont été retournées par suite d'une erreur d'expédition. Si vous n'avez pas reçu votre affiche, veuillez communiquer avec le secrétariat de la S.H.C. et il nous fera plaisir de vous en envoyer une.

The 1994 *Register of Post-Graduate Dissertations in Progress in History and Related Subjects* by Paul Aubin is now available from the CHA office. The cost of the *Register* is \$10.00 for members and \$20.00 for non-members plus postage and GST.

Vous pouvez maintenant vous procurer au secrétariat de la S.H.C. le *Répertoire des thèses en cours portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes* de Paul Aubin, édition de 1994. Le *Répertoire* est vendu 10 \$ aux membres et 20 \$ aux non-membres, taxes et frais de poste en sus.

*qui suspendit l'usage du nom historique des régions dans les bulletins météorologiques télévisés. Il était alors interdit de pleuvoir en Moldavie, mais permis tout de même de pleuvoir dans le nord-est du pays.»*

Aujourd'hui, le ministère de l'éducation prépare un programme d'enseignement «alternatif» financé en partie par la Banque mondiale, qui devrait permettre aux professeurs de choisir entre trois manuels d'histoire différents. Mais, depuis cinq ans, les réformes se sont limitées à de simples replâtrages gommant les excès les plus voyants. Les photos d'usines illustrant *«la victoire du socialisme triomphant»* et les citations omniprésentes du *«camarade bien-aimé»* pouvaient difficilement être conservées.

Le discours pseudo-historique encombre les médias et la politique. Les historiens de profession sont renvoyés au silence de leur bibliothèque. Le traitement des événements de 1989 en est le symbole. *«N'ayant pas accès aux archives, nos recherches sur ces événements ont été délibérément bloquées par un pouvoir en quête de légitimité»*, affirme Alexandru Zub, doyen de la faculté d'histoire de Lasi, l'une des plus prestigieuses de Roumanie. En revanche, une commission sénatoriale présidée par Valentin Gabrielescu, élu de l'opposition, a été chargée de lever un coin du voile. L'audition de centaines de témoins, parmi lesquels le chef de l'État, l'épluchage de tonnes de documents par onze sénateurs, ressemblent, depuis septembre 1993, à une mission impossible. *«Personne ne dit la vérité»*, regrette Valentin Gabrielescu.

La politique ayant horreur du vide historique, le pouvoir en place depuis la chute du précédent régime a écrit les pages de son histoire à sa façon. *«A nouveau, on assiste à la création d'un mythe, celui de la Révolution»*, affirme Alexandru Zub, mythe nourri de confusion, mais qui a déjà ses «héros

anonymes» tombés sous les balles des tireurs inconnus, ses «villes martyres», ses monuments commémoratifs et ses noms de rues. Le sort de *«la révolte populaire de décembre»* est réglé en une dizaine de lignes dans les manuels d'enseignement imposés en 1994 par le ministère. *«L'histoire ne doit pas provoquer d'incertitudes chez les enfants»*, affirme Liviu Maior, historien et ministre de l'Éducation.

Les professeurs du secondaire ont trouvé une solution radicale. Ils préfèrent généralement arrêter leur enseignement à la fin de la Seconde Guerre mondiale. *«L'histoire est toujours un instrument de la politique et on y retrouve des éléments de continuité du système précédent»*, remarque Alexandru Zub. Cela traduit la tentation roumaine de résumer le passé en une galerie de portraits héroïques s'opposant à l'oppression des empires turc, russe ou austro-hongrois qui se sont succédé au fil des âges aux frontières du pays. *«Il faut désarmer l'histoire roumaine et arrêter de représenter le pays comme une cité assiégée»*, dit Liviu Maior. Cela prendra du temps. En attendant, les jeunes Roumains ont fait leur choix. *«Les professeurs sont les mêmes qu'avant et ils préfèrent ne pas changer de langage, même si, aujourd'hui, ils condamnent systématiquement et indistinctement le communisme. L'histoire est déformée»*, dit Adriana, étudiante.

La Pologne, qui s'est défaire progressivement du communisme, n'a pas connu cette inversion brutale du discours historique. Dans les années de plomb, autour de 1950, les écoliers polonais apprenaient que l'insurrection de Varsovie avait été déclenchée, en août 1944, par les chefs de l'armée de l'intérieur *«en connivence avec la Gestapo»*, et pour défendre leurs intérêts de classe. Les malheurs historiques de la Pologne venaient, selon les Soviétiques, de ce que le pays avait choisi le catholicisme et non

l'orthodoxie... C'était l'époque où toute l'histoire du monde, depuis l'Antiquité, tenait en quatre livres traduits du russe: toute autre source de savoir était inadmissible.

Cette caricature d'enseignement n'a heureusement duré que quelques années. Immédiatement après la guerre, il fallait bien faire avec les moyens du bord: des professeurs (ceux qui n'avaient pas été tués par les Allemands) formés avant guerre et des manuels datant eux aussi de la «Pologne bourgeoise». Comme dans le reste de l'Europe dominée par l'URSS, on en était encore à la tactique des «fronts nationaux» - une fiction d'alliance de plusieurs partis -, ce qui excluait un rabotage idéologique trop complet. Les choses sérieuses (purge des enseignants, élaboration de manuels *ad hoc*) n'ont commencé que vers 1949, avec un ingrédient supplémentaire et indispensable, la peur. C'était l'époque où Kazimierz Brandys - bien avant d'émigrer à Paris - écrivait *Les Citoyens*, un roman dont les héros sont des élèves qui «démasquent» leur professeur, un «espion».

La peur s'est progressivement atténuée, et la première grande secousse est venue en 1956, avec l'Octobre polonais, tentative de libéralisation animée par Wladislaw Gomulka. Les programmes changeaient un peu, le ton également. Les chefs de l'AK (l'armée de l'intérieur) restaient des *«criminels»*, mais leurs soldats s'étaient comportés en *«héros»*. Les raidissements ultérieurs du gomulkisme et la détente des premières années de gouvernement d'Edvard Gierek n'apportèrent pas de changement fondamental, mais, à partir des années 1970, on vit se développer, à petite échelle, un enseignement clandestin de l'histoire «vraie», manière de renouer avec une tradition datant du XIX<sup>e</sup> siècle où il s'agissait d'empêcher les occupants russes ou prussiens de régner en maîtres sur l'esprit des enfants.

L'immense appel d'air créé après les grandes grèves d'août 1980 et la naissance de Solidarité a favorisé la floraison d'une multitude d'ouvrages consacrés aux «pages blanches» de l'histoire (la liquidation par Staline des communistes polonais dans les années 1930, le massacre de Katyn, etc.). Avant il était interdit d'en parler. Désormais on ne parlerait plus que de cela. Parallèlement, Solidarité négocia avec le pouvoir un changement des programmes scolaires. Bien entendu, la proclamation de l'«état de guerre», le 13 décembre 1981, et l'interdiction du syndicat gelèrent tout ce processus.

Les principes généraux de l'enseignement officiel restaient pourtant en place, et ils furent respectés jusqu'à l'effondrement du régime, en 1989: un manuel d'histoire unique pour chaque classe, dans toute la

Pologne. Et un manuel qui, selon toute apparence, devait obtenir non seulement l'estampille du ministère, et donc du secrétariat du comité central qui supervisait ses activités, mais aussi de l'ambassade d'URSS.

Tout, depuis, a volé en éclats. Les professeurs ont le choix entre divers manuels. Tous n'ont pas changé du jour au lendemain leur manière d'enseigner. Beaucoup continuent, par habitude et parce que c'est plus simple, à délivrer leurs anciens cours. Mais, en gros, l'enseignement de l'histoire est devenu celui d'un pays «normal». Avec ses bons et ses moins bons effets. L'intérêt pour l'histoire a considérablement baissé. Il n'est plus «pathologique», comme à l'époque du fruit défendu, explique Anna Radziwill, qui fut vice-ministre de

l'Éducation au lendemain du changement de pouvoir.

Si les écoliers d'aujourd'hui comprennent mieux certains aspects du passé, ils acquièrent aussi l'ignorance et l'indifférence propres à de nombreux jeunes des démocraties occidentales. A en croire les sondages, la grande majorité d'entre eux ignorent ce qui a bien pu se passer le 13 décembre 1981, et à plus forte raison le 17 septembre 1939, date de l'invasion de la Pologne orientale par les troupes soviétiques, en application du pacte germano-russe.

*LE MONDE*, 11 janvier 1995.  
*Lucas Delattre (à Potsdam), Christophe Chatelot (à Bucarest) et Jan Krauze (à Varsovie).*

---

## Announcements Annonces

**The 10<sup>th</sup> International Conference of the Association for History and Computing** will take place 24-26 August 1995 at the Queen Elizabeth Hotel in Montreal. The theme of the conference is "Visions of History / Regards sur l'histoire." The first part of the conference will take stock of the use of computing in research and teaching in History over the last ten years. The conference will then turn to a wide variety of applications of computing to History: Internet resources for historians, creating and exploring data bases, historical data in Geographic Information Systems, the future of archives in the electronic age, multimedia supports for teaching history, new statistical techniques for analyzing historical data, prosopography, the management of large research projects, electronic editions, the classification of occupations and census analysis. Four sessions will deal with the use of computers in teaching history. Finally, the

conference will take a peek at how computing will affect historians' work in years to come. The conference is organized by the Canadian Committee for History and Computing, a committee of the CHA which acts as the Canadian branch of the Association for History and Computing, as well as by the Department of History of the Université du Québec à Montréal and the Canadian Centre for Architecture. For information contact José E. Igartua, département d'histoire, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8, tél. 514-987-8312, or by e-mail: [igartua.jose@uqam.ca](mailto:igartua.jose@uqam.ca). The programme of the conference is available on the Université du Québec à Montréal Gopher, <[gopher.uqam.ca](mailto:gopher.uqam.ca)>, under the heading "Calendrier des événements à l'UQAM / Congrès et colloques / AHC 1995". One can register for the conference through the Internet at address <http://www.astro.umontreal.ca/bcoc/>.

**Le X<sup>e</sup> congrès international d'histoire et d'informatique** aura lieu du 24 au 26 août 1995 à l'hôtel Reine-Elizabeth de Montréal. Le congrès a pour thème «Regards sur l'histoire / Visions of History». Une partie du congrès sera consacrée à faire le point sur l'application de l'informatique à la recherche et à l'enseignement de l'histoire au cours des dix dernières années. Le congrès se penchera ensuite sur une grande variété de domaines d'application de l'informatique à l'histoire: l'information historique sur Internet, la constitution et l'exploitation de bases de données, la représentation spatiale de l'information historique au moyen de système d'information géographique, l'avenir des archives à l'ère électronique, les supports multimédia et l'enseignement de l'histoire, les techniques d'analyse statistique de données historiques, la prosopographie, la gestion des grands projets de recherche, l'édition électronique, le classement des

professions et l'analyse des recensements. Quatre séances seront consacrées à l'usage de l'informatique dans l'enseignement de l'histoire. Le congrès tentera enfin d'entrevoir comment l'informatique affectera le travail de l'historien au cours des années à venir. Le congrès est organisé par le comité canadien d'histoire et d'informatique, un comité de la Société historique du Canada qui constitue la section canadienne de l'*Association for History and Computing*, de même que par le département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et le Centre Canadien d'Architecture. Pour information, communiquer avec José E. Igartua, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, succursale Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 3P8, tél. 514-987-8312, ou par courrier électronique: [igartua.jose@uqam.ca](mailto:igartua.jose@uqam.ca). On peut consulter le programme du congrès sur le serveur Gopher de l'Université du Québec à Montréal <[gopher.uqam.ca](http://gopher.uqam.ca)>, sous la rubrique «Calendrier des événements à l'UQAM / Congrès et colloques / AHC 1995». On peut

s'inscrire par Internet à l'adresse <http://www.astro.umontreal.ca/bcoc/>.

Le **Musée McCord d'histoire canadienne** célèbre le centenaire de la découverte des rayons X par le physicien allemand Wilhelm Conrad Röntgen. L'exposition intitulée *L'invisible se révèle* relate l'histoire des rayons X, tout en soulignant la contribution de nombreux scientifiques canadiens à son évolution.

The **National Archives of Canada** have acquired their first archival collection from Russian archives. Dating from 1936 to 1939, the collection consists of more than 9,000 pages of material which record Canadian volunteers' participation in the defense of the Republic of Spain against General Franco's fascist Falange. The records are drawn from collections of the International Brigades preserved in the Comintern Archives in Moscow. The collection provides biographical accounts of life both in Canada and in Spain concerning Canadians who served in Spain in the International Brigades. The

National Archives are attempting to repatriate from Russia some 30,000 additional pages of archival material concerning the left movement in Canada for the period 1919-1941.

Les **Archives nationales du Canada** ont acquis leur premier fonds de documents d'archives russes. Le fonds, qui porte sur la période 1936-1939, est constitué de plus de 9 000 pages de texte décrivant la participation de volontaires canadiens à la défense de la République espagnole contre la Phalange fasciste du général Franco. Les documents sont tirés des dossiers des brigades internationales conservés aux archives du Komintern à Moscou. Le fonds relate la vie au Canada et en Espagne des Canadiens qui ont servi en Espagne dans les brigades internationales. Les Archives nationales poursuivent leurs efforts pour rapatrier de Russie quelque 30 000 pages supplémentaires de documents archivistiques concernant le mouvement de gauche au Canada de 1919 à 1941.

## Data Liberation Initiative: lots of fervour but no funding yet!

**E**xcitement over the SSFC's Data Liberation Initiative (DLI) -- the innovative proposal to increase accessibility to government microdata -- continues to spread in Ottawa. This initiative would see universities subscribe to a consortium-like arrangement which would give them access to a wide range of statistical micro-data files for research and teaching purposes. Building on the momentum created during the public consultation phase of the federal review of science and technology policy, the SSFC continued to sell the merits of the DLI to senior civil servants over the fall and winter months. In a December meeting with Dr. Jon Gerrard (Secretary of State, Science, Research and Development), Dr. Gerrard expressed great enthusiasm for

the Initiative and noted his commitment to including the DLI as one of the new activities to be funded under the new S&T strategy. Moreover, the Chief Informatics Office at the Treasury Board Secretariat committed his support in February to help the Federation create a consortium of federal departments to contribute funding for the Initiative. Further adding to the publicity for the DLI, the December issue of *Science Bulletin*, an independent update on R&D issues, carried a front page story lauding its benefits both for the research community and the government. Other publications including the Association of University and Colleges of Canada's *University Affairs*, the Canadian Library Association's publication, and the newsletter of the federal Depository

Services Programme, have also highlighted the SSFC's Data Liberation Initiative. Yet despite all of the goodwill being expressed for the DLI, funding has yet to be secured (apart from the \$25,000 pledged by the Social Sciences and Humanities Research Council). The long-awaited S&T strategy seems mired in indecision and rumours abound that, once released, there will be no funding for the new strategy or its initiatives. If, however, there is no movement in the coming months, the SSFC will have to adopt more aggressive strategies to ensure that the Data Liberation Initiative receives funding. We will certainly count on the support of the social science community to help us raise the profile of this initiative!